




**FEDERATION EUROPEENNE DES MEDECINS SALARIES
EUROPEAN FEDERATION OF SALARIED DOCTORS**

**Registered Office/Siège
Social :**
39, rue Victor Massé
F-75009 Paris/France

<http://www.fems.net>

Presidency:
Dr. Claude Wetzel
Hôpitaux Universitaires
F-67098 Strasbourg/France
Tel +33 3 88 12 70 75 ou 76
GSM +33 6 60 55 56 16
Fax +33 3 88 12 70 74
claudewetzel@chru-strasbourg.fr

Permanent Secretariat:
Rue Guimard 15
B-1040 Brussels/Belgium
Tel. + 32 2 280 46 80
Fax + 32 2 280 47 80
e-mail: info@fems.net

Date :	12 – 11 - 2009	Document	F09-107 FR
Title / Titre:	DETT Entretien avec le SG de la CES		
Author/ Auteur :	 Marianne Slegers		

Entretien avec John Monks, secrétaire général de la CES

« Ce qui manque c'est une action communautaire de lutte contre le chômage »

Propos recueillis par Marianne Slegers à Dublin | mardi 10 novembre 2009



Le secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES), John Monks, pense que l'UE devrait faire plus d'efforts pour protéger les jeunes du chômage. Il croit en un marché libéralisé mais pense qu'en temps de crise économique il n'est pas interdit de protéger les emplois. Il estime aussi que les nouvelles discussions sur la révision de la directive « Temps de travail » risquent d'être très difficiles.

Que pensez-vous de la réponse de l'UE à la crise ?

La réponse de l'UE aux banques était bonne. De même, la Banque centrale européenne a bien réagi aussi. Ce qui manque c'est une action communautaire de lutte contre le chômage qui continue d'augmenter et qui poursuivra très certainement sa hausse au cours de l'année prochaine et probablement pour plus longtemps. Le problème des jeunes sera plus particulièrement problématique. Actuellement, les pays s'en occupent au niveau individuel et je pense qu'ils ne veulent pas vraiment d'une réponse communautaire. Les pays qui vont plus ou moins bien ne veulent pas payer pour les autres. L'Allemagne, les Pays-Bas, les pays nordiques hésitent beaucoup à financer des mesures dans des pays où la dette est plus élevée et l'économie moins prometteuse.

Ainsi, la Commission européenne a proposé d'alléger les règles des Fonds structurels européens et de s'écarter de l'idée selon laquelle un Etat membre doit proposer un financement équivalent à celui de l'UE. L'initiative a été bloquée par le Conseil des ministres, l'Allemagne en tête, mais aussi par certains des autres contributeurs nets. L'UE devrait plus particulièrement prendre des mesures à l'attention des jeunes. Nous travaillons à l'élaboration d'une proposition sur les « garanties aux jeunes » dans le cadre du travail et de la formation professionnelle. Ce projet pourrait être soutenu financièrement par les fonds de l'UE afin d'aider les pays qui manquent de moyens. Je pense en particulier aux pays d'Europe centrale et de l'Est.

Doit-on protéger l'emploi en temps de crise ?

Soyons clairs, les emplois sont protégés actuellement. Les régimes «emplois» à court terme en Allemagne, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en France, en Belgique et en Autriche portent tous sur la protection de l'emploi et sur le maintien au travail des personnes qui, autrement, perdraient leur emploi. Bien que je sois favorable à un marché libéralisé équitablement - je suis britannique - je pense que les principes du marché libéralisé ne devraient jamais être sacralisés. C'est bien de permettre aux marchés de travailler, mais je pense qu'il y a des moments où des entreprises qui sont importantes pour une communauté particulière et qui ont besoin d'aide pour se restructurer ne doivent pas être poussées à la faillite si elles connaissent des difficultés. Je suis donc pour une approche pragmatique et je pense qu'on peut soutenir les entreprises importantes quand elles sont en difficulté. C'est le cas d'Opel et de l'industrie automobile en général. Ils ont reçu un soutien considérable qui est une forme de protectionnisme. Je l'accepte dans une certaine mesure et durant un temps donné.

Quand faudra-t-il supprimer les mesures de relance ?

Je n'ai pas la réponse à cette question. Je pense que la décision sera difficile à prendre. Je ne suis pas surpris que les gouvernements et les banques centrales s'en inquiètent et essaient de planifier ce moment. Mais elles risquent d'agir trop vite et de supprimer les mesures de relance prématurément. C'est certain. « Pas encore » devrait être la réponse à votre question. Une fois que la baisse du chômage sera amorcée, je pourrai me pencher avec plus d'intérêt sur votre question.

Selon vous, que faudrait-il inclure dans la révision de la Stratégie de Lisbonne ?

Je pense que la Stratégie de Lisbonne poursuit l'objectif ridicule de faire de l'UE l'économie la plus compétitive et dynamique au monde d'ici 2010. C'était vraiment une phrase d'accroche qui a certainement été ajoutée par une sorte de responsable des médias. La Stratégie a été bonne durant les cinq premières années, mais je dirais qu'elle s'est écroulée face à la crise. (...) La priorité est maintenant de sortir de la crise. Cela nous prendra cinq ans. En ce qui me concerne, je ne peux pas voir beaucoup plus loin que cette crise et que la crise de l'emploi. J'espère cependant que la crise sociale nous donnera l'occasion de jeter les bases d'une économie plus verte et d'une amélioration des compétences des travailleurs.

Que pensez-vous de la situation dans laquelle se trouve la directive « Temps de travail » ?

Elle est bloquée et il est important de se rappeler pourquoi elle est bloquée: parce que le gouvernement britannique ne veut pas renoncer à son opt-out, ni même accepter la révision de son opt-out dans les cinq ans. Dans ce contexte, notre marge de manoeuvre en ce qui concerne la négociation d'amendements est limitée. Il sera donc difficile pour les partenaires sociaux de proposer quelque chose d'utile. Il semble que la Commission veut une révision sur l'ensemble du texte. Mais je continue de penser qu'il sera difficile d'éviter les questions centrales, à savoir l'opt-out et le temps de garde. En réalité, nous avons un arrêt de la Cour de justice en notre faveur et à moins que nous n'obtenions une certaine contrepartie, il nous sera difficile, ou à nos alliés au Parlement européen, de trouver un moyen de pouvoir accepter tout changement.